

Dégroupage - Perspectives d'évolution

Travaux préparatoires au quatrième cycle d'analyse de marché du haut et du très haut débit

Réponse de SFR à la consultation publique de l'Arcep

15 mai 2013

Question 1 : Les acteurs sont invités à faire part de leurs commentaires ou analyses quant aux incitations au dégroupage mises en place dans le cadre des analyses des marchés.

« ... »

L'effet positif des modulations tarifaires sur les petits tarifs obtenus en 2012 (hébergement, badges et énergie) ainsi que la forte pression concurrentielle ont incité à poursuivre ce déploiement au cours de ces derniers mois pour atteindre cette couverture. L'offre de lien fibre optique (LFO) bi-fibre puis mono-fibre a également joué un rôle important pour raccorder les NRA de catégories 1 et 2 (> 1500 lignes). Aujourd'hui, compte tenu de la taille des NRA de la zone non dégroupée, SFR considère que les limites de dégroupabilité seront atteintes, si les conditions actuelles ne sont pas améliorées. SFR estime que les conditions réglementaires et concurrentielles actuelles ne permettent pas de dégroupier au-delà de 7 000 NRA au maximum.

Les tarifs des LFO sont considérés comme élevés par SFR et nous regrettons, au-delà de la simple obligation incombant à France Telecom de produire l'offre, que celle-ci ne fasse pas l'objet d'un contrôle tarifaire au travers d'une orientation vers les coûts.

De manière plus générale, concernant le thème de la régulation des offres liées au dégroupage ou ayant une relation directe avec celui-ci, SFR note les points suivants :

« ... »

- **SAV (Service Après-Vente):**

France Telecom a annoncé la mise en œuvre du SAV+ à compter de mars 2013, pour l'Île de France et une extension pour toute la France à compter d'octobre.

Le processus SAV+ vise à remplacer l'expertise blanche par une opération de fiabilisation de la ligne. Economiquement, il opère un transfert de coût entre des prestations d'expertises blanches péréquées dans la paire de cuivre et des prestations tarifées à l'acte. Avec cette évolution SFR constate que la paire de cuivre augmente de 10 ct€/mois au 1^{er} mai 2013 et que les fiabilisations seront facturées 186 € unitairement, de ce fait les budgets alloués à la maintenance des lignes sont impactés négativement, même si le transfert de coûts a été présenté comme étant à somme nulle, l'économie au global du dégroupage s'en trouve une fois de plus affectée.

- **Bitstream :**

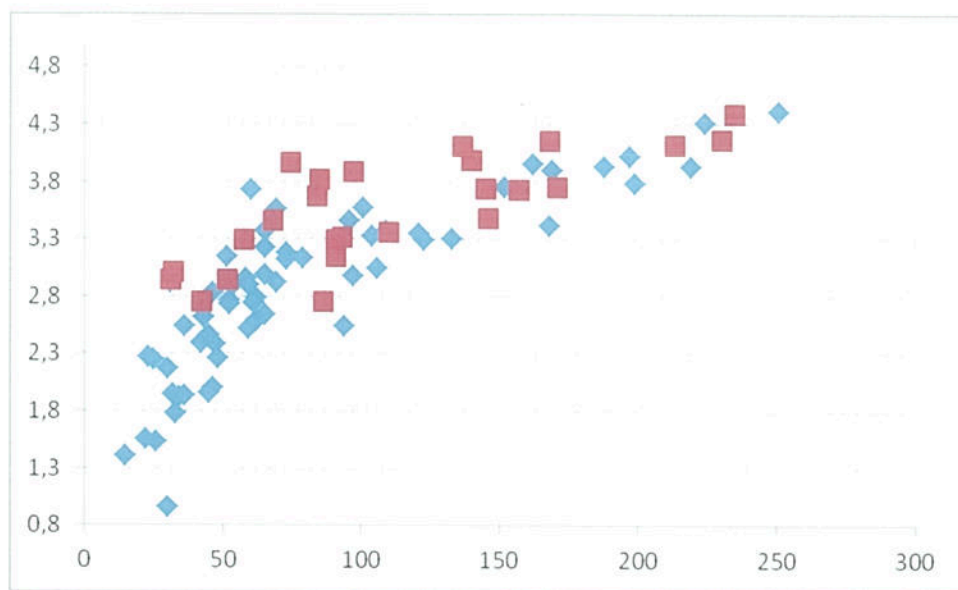
SFR regrette que la mise en œuvre de l'Ethernet pour les offres de bitstream n'ait pas permis de garder la même structure capillaire et de pérenniser les investissements qui avaient été consentis par SFR pour accéder au tarif local de l'ATM. « ... ». Qui plus est, de nouveaux investissements en ATM seraient nécessaires sur certaines zones géographiques, « ... ».

SFR regrette par ailleurs que les FAS d'acquisition en Ethernet ne soient pas au même niveau tarifaire que les FAS de migration ATM vers Ethernet, ce tarif d'acquisition ayant un impact financier très important.

Question 2 : Les acteurs sont invités à faire part de leurs commentaires ou analyses quant à l'action des RIP en matière de dégroupage.

Nous observons que l'action des RIP a nettement favorisé la concurrence des opérateurs de service sur le triple play.

Le graphe ci-dessous représente le nombre moyen par département d'OCEN –Opérateur Commerciaux d'Envergure Nationale (France Telecom, SFR, Free, Bouygues Telecom, Numéricable) fournissant du triple play en fonction de la densité de population. Chaque point représente un département, les départements ayant plus de 350 habitants/ km² n'étant pas représentés. Les points mauves représentent les départements avec RIP significatifs en technologie ADSL, les points bleus représentent les autres départements.



On constate que les départements peu denses (moins de 100 habitants / km²) ayant un RIP départemental ADSL significatif présentent un nombre moyen d'opérateurs de service 23% plus important que les départements comparables sans RIP.

L'action des RIP est donc déterminante en matière de dégroupage, au moins dans les zones peu denses.

Question 3 : Les acteurs publics sont invités à faire part, en termes généraux, de leurs intentions et stratégies en matière de dégroupage ou de montée en débit, en particulier dans le contexte de nouvelles priorités telles que le déploiement de réseaux FttH.

Déploiements FTTH et technologies alternatives non pérennes (VDSL en particulier)

La fibre optique jusqu'à l'abonné (FTTH) a été identifiée, tant par l'Etat que par le régulateur sectoriel, comme la technologie pérenne de couverture du territoire national en très haut débit fixe. A ce titre, cette technologie est au cœur du programme national très haut débit lancé par le Gouvernement en 2010, et qui vise à doter la France d'une infrastructure susceptible de répondre aux besoins et aux usages futurs des utilisateurs finals.

Le déploiement de la technologie FTTH suppose la mise en place d'une nouvelle boucle locale, ce qui nécessite des investissements élevés - notamment du privé - ainsi que des délais importants. Pendant ces délais, il est crucial de préserver un cadre propice au déploiement effectif de la fibre optique, et de protéger les zones d'emprise futures de cette technologie de toute alternative technologique moins pérenne – le VDSL en particulier. De telles alternatives sont en effet susceptibles de remettre en cause la venue effective de la fibre optique sur ces zones, soit en rendant le déploiement impossible par la préemption pure et simple d'une partie du territoire, soit en dégradant le modèle économique du déploiement de la fibre.

La technologie VDSL2 est sur le point d'ouvrir commercialement à l'automne 2013 pour les seuls cas de lignes dites en distribution directe, à savoir sans présence de sous-répartiteurs. Cette typologie ne concerne que 16% des lignes cuivre en France.

Cette contrainte d'utilisation du VDSL2 est mentionnée uniquement dans le cadre contractuel de la convention de dégroupage, qui précise que toute nouvelle technologie d'accès à la boucle ou la sous boucle locale doit passer par une validation exclusivement effectuée sous l'égide du Comité Expert Cuivre. L'Arcep devrait déterminer, dans le cadre de ses analyses de marchés, les technologies que France Télécom doit accepter sur le cuivre et devrait interdire par conséquent toute technologie non validée par le comité.

Montée en Débit :

Economiquement, SFR estime qu'il n'est pas viable de descendre au niveau des petits sous-répartiteurs.

Le dispositif actuel de MED n'incite pas les opérateurs alternatifs œuvrant sur le marché de détail à installer des équipements dans des sous-répartiteurs de petite taille.

Il ne prend pas non plus suffisamment en compte l'économie spécifique des opérateurs dans le cadre des RIPs : en effet, lorsque le RIP dégroupé le NRA origine de la montée en débit, une participation publique significative est le plus souvent nécessaire pour que le RIP puisse dégroupé le sous-répartiteur de montée en débit dans des conditions économiques compatibles avec l'économie des délégations de service public concernées. La subvention est indispensable pour rendre acceptable le business plan.

Question 4 : Les acteurs sont invités à commenter, corriger ou compléter cette typologie des moyens, déjà utilisés ou encore à mettre en place, afin d'étendre la couverture du dégroupage.

Concernant la répartition des coûts du dégroupage, SFR souhaite faire les commentaires suivants :

- Péréquation nationale des tarifs de location de la paire de cuivre de France Telecom : SFR est en faveur de la péréquation mais regrette l'absence de visibilité sur les tarifs du dégroupage,
- Baisse des tarifs à la sous-boucle : SFR s'interroge sur la cohérence des tarifs de location de la boucle locale (entre le NRA et le client final) et de la sous-boucle locale (entre le SR et le client final) qui sont identiques dans l'offre de référence de France Télécom alors que par définition l'accès à la sous-boucle mobilise moins d'éléments de réseau que l'accès à la boucle en économisant notamment le génie civil et le câble cuivre du segment de transport (entre le NRA et le SR). SFR demande donc en application du principe d'orientation vers les coûts que le tarif de location à la sous-boucle locale reflète cette économie d'infrastructure de transport,

- Modulation tarifaire des prestations connexes : SFR regrette la position de l'ARCEP considérant que les opérateurs ne pourront plus raisonnablement bénéficier de nouvelles modulations tarifaires hormis à considérer des hausses de tarifs sur le parc de NRA dégroupés. A cet effet, la modulation tarifaire mise en place n'a pas prévu de dispositions spécifiques pour les répartiteurs inférieurs à 1150 lignes, cependant le poids de ce type de répartiteurs est en augmentation et nécessiterait d'être contre balancé par une tarification incitative dans cette gamme.
- Optimisation des processus : SFR constate des dysfonctionnements dans les processus d'étude et de validation des LFO lorsque ceux-ci sont combinés à des études d'hébergement en extérieur (hébergement outdoor).
- Les financements publics : SFR est particulièrement attentive à la mise en œuvre de solutions alternatives aux collectes fibre de France Telecom et met en œuvre les solutions ad-hoc lorsqu'elles existent. A cet égard, SFR a déployé un grand nombre de petits NRA (plus de 1940) grâce aux Délégations de Service Publics, dont plus de 50% sont inférieurs à 1000 lignes, faisant ainsi de SFR le dégroupé alternatif le plus présent sur cette catégorie de répartiteurs.

Question 5 : Les acteurs sont invités à commenter le constat fait par l'ARCEP d'un ralentissement du rythme de l'extension du dégroupage.

« ... »

SFR est en accord avec le constat global de l'ARCEP visant à conclure qu'une baisse du dégroupage est intervenue sur 2012.

SFR constate aujourd'hui une dégradation très sensible de la rentabilité pour tout nouvel NRA dégroupé. Cette situation conduit à envisager un ralentissement très sensible du rythme du dégroupage de la boucle locale cuivre tant que les grilles tarifaires (boucle locale cuivre et LFO) resteront inchangées (cf. Question 7).

Question 6 : L'ARCEP invite les opérateurs de RIP ayant déployé des réseaux de collecte en fibre optique pour raccorder les NRA à lui fournir la liste des NRA concernés et les conditions techniques et tarifaires de l'offre de collecte correspondante.

Une liste de « ... » est fournie en annexe.

Question 7 : Commentaires des opérateurs concernant les évolutions de l'offre LFO, les attentes pour l'avenir.

L'augmentation des frais de mise en œuvre (FAS) des LFO pénalise la rentabilité des petits NRA et dés-incite financièrement les opérateurs à poursuivre le dégroupage. Par ailleurs le délai de prévenance de 3 mois appliqué par France Telecom à l'occasion de la mise en œuvre de sa nouvelle offre pénalise les opérateurs, ce délai ne leur a pas permis d'anticiper correctement cette hausse.

Le poids de la LFO dans le dégroupage reste très élevé et constitue un frein majeur au développement de cette offre. SFR regrette que les tarifs des LFO bi fibres pour les NRA de plus de 2000 lignes soient identiques à ceux des mono fibres. SFR considère à cet effet qu'il n'y a pas d'incitation à rendre cette fibre à France Telecom pour les cas où elle serait effectivement cessible. Dans un certain nombre de cas, cette deuxième fibre est partagée avec un autre opérateur alternatif, sa restitution n'est pas économiquement envisageable par SFR, dans les conditions actuelles de l'offre. Enfin la fermeture technique de l'offre LFO bi fibre envisagée à moyen terme par France Telecom sera complexe à mettre en œuvre, économiquement et opérationnellement pour SFR.

La nouvelle offre mono fibre de 2012 a dégradé l'économie du dégroupage en proposant des tarifs LFO mono fibre supérieur à 50% du tarif bi-fibre pour les petits NRA (supérieurs à 1150 lignes). SFR, à l'instar d'autres opérateurs dégroupageurs majeurs doit encore compléter sa couverture de dégroupage avec un nombre non négligeable de NRA supérieur à 2000 lignes.

« ... »

SFR propose d'apporter plusieurs remèdes à l'offre de LFO. Cette question renvoie également à la réponse à la question 4.

En premier lieu, les points opérationnels ou contractuels suivants devraient être adaptés :

- les LFO doivent permettre de collecter l'intégralité des flux FTTH, FTTO, dégroupage, raccordement des éléments de réseau ;
- l'offre d'hébergement au NRA/NRO doit concerner les équipements actifs permettant de traiter ces trafics ;
- les liens de bouclage pour la sécurisation des flux doivent être inclus dans l'offre ;
- les délais d'études devraient être raccourcis et le quota d'études de France Télécom déplafonné ;
- les études de raccordement pour les « NRA Autres » sont intégrées dans ce quota de manière anormale dans la mesure où les opérateurs subissent ce programme de réaménagement du réseau de France Telecom, par ailleurs les délais de déploiement avant migration autorisés par France Telecom sont beaucoup trop courts (8 semaines),

- lorsqu'un NRO/NRA n'est pas encore dégroupé, l'opérateur historique ne devrait avoir accès aux ressources de desserte du réseau public en aval de ce NRO/NRA qu'après la purge du délai d'étude prévu dans l'offre LFO ;
- En cas d'insertion de NRA sur un lien historique bi fibre partagé avec un autre opérateur, France Telecom refuse l'insertion de NRA en bi fibre et impose aux opérateurs de migrer en mono fibre, ce qui est la plupart du temps irréalisable, soit techniquement, soit économiquement et rend impossible le dégroupage d'une cinquantaine de NRA d'insertion.

La levée de ces points opérationnels permettra d'optimiser les ressources et de fluidifier leur mise à disposition.

En second lieu, la révision tarifaire de l'offre LFO pour le raccordement des NRA de moins de 1150 lignes est indispensable.

De nouvelles conditions tarifaires pour le dégroupage constituées par une nouvelle grille avec modulation tarifaire pour les NRA < 1150 lignes (cf. le tableau ci-après) ainsi que la prise en compte de FAS réduits (-50%) pour les NRA incrémentaux, est à minima indispensable pour garantir le même espace économique que celui qui prévalait avant l'augmentation des FAS LFO et la nouvelle offre mono fibre interdisant le partage de cette infrastructure.

Il est délicat de définir explicitement une frontière de dégroupabilité de manière déterministe, des éléments tels que la longueur de la LFO, les cas d'hébergement distants pouvant influencer le dégroupage d'un NRA. Avec l'hypothèse d'une LFO à coût nul, SFR constate les éléments statistiques suivants :

- « ... »

SFR considère que le seuil minimal de dégroupage se situe autour de « ... » lignes en considérant que ces NRA seraient souvent des NRA intermédiaires (NRA d'insertion sur le trajet permettant de relier des NRA de plus grosses tailles ou présentant une meilleure rentabilité). « ... »

Question 8 : L'ARCEP invite les acteurs privés et publics à l'informer sur leurs éventuels projets de déploiement de réseaux de collecte en fibre optique vers les NRA.

« ... »

Question 9 : L'ARCEP invite les acteurs à commenter son analyse sur l'existence d'une taille minimale de NRA en-deçà de laquelle les conditions économiques pourraient s'avérer insuffisantes à la poursuite du dégroupage et sur les conséquences en termes de définition possible d'une zone qui ne serait pas dégroupée à l'horizon de la prochaine analyse de marché. Les acteurs peuvent préciser en particulier cette taille minimale en nombre de lignes d'un NRA pouvant être dégroupé d'un point de vue économique à horizon de la prochaine analyse de marchés, en faisant, afin de faciliter les comparaisons, l'hypothèse (1) que les tarifs sous-jacents au dégroupage n'évoluent que peu et (2) qu'il n'y a pas de compensation ou d'incitation exogène à venir en dégroupage (i.e. en l'absence de mécanisme subventionnel et hors du contexte de la montée en débit).

Le modèle économique de l'accès et de la collecte de l'ARCEP met en évidence une taille minimale de NRA en deçà de laquelle les acteurs ne sont pas incités à venir dégroupier, en raison notamment d'une équivalence de coûts entre un dégroupage du NRA et une offre de bitstream de France Telecom. Cette taille minimale est de l'ordre de « ... » lignes en intégrant le coût de la LFO et en dehors des coûts commerciaux et des coûts de structure exclus dans ce modèle théorique.

Comme précisé dans la réponse à la consultation sur le modèle réglementaire du coût de l'accès et de la collecte, SFR supporte des coûts commerciaux, de distribution, de vente et de service client au-delà des coûts techniques liés au déploiement d'un réseau de dégroupage. Une partie de ces coûts supplémentaires est supportée par un opérateur dégroupier par rapport à un opérateur achetant uniquement du bitstream (notamment le coût de la box permettant d'offrir l'accès au service de TV sur ADSL). SFR indique que ses coûts commerciaux sont de « ... » par mois et par client, dont « ... » pour le service de TV sur ADSL, pour une durée de vie du client « ... » mois.

Tenant compte des coûts supplémentaires listés précédemment, SFR estime que cela vient très sensiblement modifier le modèle réglementaire, obérant ainsi sa capacité à dégroupier les NRA de taille inférieure à « ... » lignes. Cette analyse est réalisée dans le contexte actuel (notamment tarifaire), sans subvention d'aucune sorte, ni aucun autre caractère exogène pouvant inciter au dégroupage pour des NRA de taille inférieure.

Question 10 : L'ARCEP invite les acteurs à se prononcer sur le constat fait par l'Autorité d'une limite à l'adaptation, par la régulation, des conditions économiques du dégroupage des petits NRA.

SFR est en accord avec le constat fait par l'ARCEP sur les limites de la modulation tarifaire. Toutefois, la baisse des FAS du dégroupage permettrait d'abaisser notablement le seuil de dégroupabilité.

SFR est fermement opposé au schéma de re-ventilation des coûts du dégroupage vers les NRA déjà dégroupés dans l'objectif de poursuivre une modulation tarifaire pour les petits NRA restants à dégroupier.

Question 11 : L'ARCEP invite les acteurs à lui faire part des critères, au-delà de l'espace économique issu des modèles de l'accès et de la collecte, susceptibles d'orienter la décision de dégroupage d'un NRA ou d'une « grappe de NRA ».

« ... »

Question 12 : L'ARCEP invite les opérateurs à compléter son analyse et à lister les éventuels critères objectifs susceptibles d'inciter au dégroupage de certains NRA de la zone « dégroupable ». Une fois ces facteurs identifiés, les opérateurs peuvent utilement distinguer ceux qui sont pris en compte *ex ante*, c'est-à-dire qui constituent des paramètres de la décision d'aller dégroupier un NRA, et ceux qui constituent des opportunités *ex post* de revenus complémentaires.

SFR considère que l'espace économique restreint, voire inexistant pour les 7800 NRA de la zone non dégroupée à horizon mi 2014 entrainera de fait un dégroupage « opportuniste » dans cette zone, qu'il est difficile de quantifier et d'anticiper précisément à date. S'agissant des incitations à la poursuite du dégroupage, SFR les évoque notamment à travers ses réponses aux questions 7 et 13.

Question 13 : L'ARCEP invite les acteurs à commenter et, si nécessaire, compléter son analyse concernant les facteurs objectifs susceptibles de limiter le dégroupage des NRA par les opérateurs alternatifs.

SFR partage le constat de l'ARCEP sur les facteurs pouvant limiter le dégroupage des NRA, au-delà des seuls critères économiques :

- limitation du nombre de commandes de LFO côté France Telecom et capacité opérationnelle des opérateurs,
- augmentation des délais de réponse de France Telecom pour les LFO
- prise en compte dans sa globalité des opérations que doit subir un opérateur, notamment pour les NRA MED, et les déploiements FTTH,
- coût de certains modes d'hébergement dit out-door pouvant neutraliser la rentabilité d'un dégroupage, voire d'une grappe dans sa totalité.

- Mise en œuvre des insertions de NRA en mode mono fibre lorsque le trajet est encore en bi fibre.

SFR considère la possibilité de dégroupier en évaluant l'existence ou non d'un espace économique pour le NRA incrémental. « ... »

SFR souhaite revenir sur l'analyse de l'Arcep concernant la possibilité pour France Telecom de mettre en œuvre les services TV sur la zone dégroupable de la zone non dégroupée.

L'ARCEP, dans sa décision n° 2011-0668 en date du 14 juin 2011 précise que « (...) afin de permettre la répliquabilité des offres de détail proposées par Orange et intégrant un service de télévision par ADSL, il convient que France Télécom s'assure de la possibilité effective pour les opérateurs tiers de disposer d'un lien LFO pour raccorder tout NRA sur lequel Orange proposerait des offres incluant un service de télévision par ADSL et qui ne serait pas desservi par un réseau alternatif de collecte en fibre optique ».

SFR comprend dès lors, pour la zone dégroupable, que la seule présence d'une offre LFO de France Telecom, ce qui est le cas depuis le 1^{er} avril 2013, avec un taux de succès théorique de 95%, permettra à France Telecom d'ouvrir quasi-systématiquement les services de TV sur ADSL. La zone dégroupable sera constituée par les NRA économiquement dégroupables à venir sur la période 2014-2017, soit potentiellement plusieurs centaines de NRA concernés. Il est donc important que France Telecom ne soit pas autorisée à proposer seule sur le marché de détail des services de TV sur ADSL sur cette zone, car cela a pour effet de bouleverser durablement le jeu concurrentiel.. Comme expliqué en détail à la question 17, SFR souhaite que l'arrivée effective d'un opérateur dégroupier tiers soit le critère pris en compte pour permettre à France Telecom de proposer simultanément ses propres services TV sur ADSL. A défaut d'un tel dispositif de protection annulant le décalage temporel dont souffrent aujourd'hui les opérateurs alternatifs, SFR pourrait être contraint de considérer qu'un NRA pour lequel la TV sur ADSL est déjà ouverte par France Telecom constitue un facteur susceptible de limiter le dégroupage.

Question 14 : Dans la perspective de cet éventuel zonage, l'ARCEP invite les acteurs à formuler leurs remarques quant aux principes d'un tel dispositif.

Par ailleurs, l'ARCEP souhaite interroger les opérateurs sur les critères leur permettant de cibler un NRA à dégroupier et invite les opérateurs à identifier, et à lister, les NRA qui pourraient être la cible de leur dégroupage à venir, à tout le moins à horizon du prochain cycle d'analyse de marché.

A contrario, l'ARCEP invite les opérateurs à préciser les caractéristiques (et/ou donner la liste) des NRA qui n'entrent pas dans leur cible de dégroupage à venir, à horizon de la prochaine analyse de marché.

L'ARCEP pourrait être amenée à définir l'existence de deux zones dans le périmètre des NRA non dégroupés à l'horizon mi-2014 :

- une zone « dégroupable », constituée par un ensemble de NRA économiquement dégroupable par les opérateurs tiers,
- une zone « non dégroupable » qui, selon toute probabilité, ne ferait pas l'objet d'un dégroupage par un opérateur alternatif.

SFR soutient la proposition de l'ARCEP qui constitue l'aboutissement logique d'une démarche résultant de constatations objectives, entamée depuis plusieurs années, aussi bien par l'ARCEP que par l'Autorité de la Concurrence.

Sur le marché 5 des offres de gros activées du haut et du très haut débit, l'ARCEP adapte déjà les remèdes concurrentiels qu'elle impose à France Télécom en fonction de la présence ou non d'un opérateur tiers capable d'offrir une offre Bitstream. Dans sa dernière décision portant sur le troisième cycle d'analyse en date du 14 juin 2011, l'ARCEP impose à France Télécom d'orienter le tarif de son offre Bitstream vers les coûts dans les ZND : *« dans la zone correspondant à l'ensemble des NRA au niveau desquels aucun opérateur tiers ne propose d'offre de gros d'accès haut débit ou très haut débit activés livrées au niveau infranational à destination d'une clientèle résidentielle, France Télécom doit offrir les prestations de gros d'accès haut débit activés livrées sur DSL au niveau infranational à destination d'une clientèle résidentielle ainsi que les prestations associées à des tarifs reflétant les coûts correspondants »*.

La proposition de l'ARCEP aboutit naturellement sur une délimitation de deux marchés géographiques distincts au niveau aval :

- le marché de l'accès à Internet en zone dégroupée,
- le marché de l'accès à Internet en zone non dégroupée (ZND).

Une telle délimitation n'est pas particulièrement novatrice. En effet, l'Autorité de la concurrence a déjà envisagé une telle segmentation à plusieurs reprises.

Par exemple, dans l'avis n°10-A-13 du 14 juin 2010, l'Autorité de la concurrence, sans trancher la question, reconnaissait la pertinence de la question de la dimension géographique de ce marché : *"En conséquence, la dimension géographique du ou des marchés de détail du haut débit demeure une question ouverte. En particulier, si un marché des offres haut débit multiservices incluant des services audiovisuels devait être identifié, cette délimitation du marché de produits pourrait s'accompagner d'une segmentation géographique, en fonction de la capacité des opérateurs alternatifs à fournir ces offres aux foyers concernés"*.

De la même manière, dans son avis du 8 mars 2011 relatif au troisième cycle d'analyse des marchés de gros du haut débit et du très haut débit effectué par l'ARCEP, l'Autorité pointait très clairement les particularités de la situation concurrentielle en ZND : *"Il en ressort toutefois que dans les zones les plus denses du territoire, recouvrant une portion plus ou*

moins importante de la population en fonction du critère retenu, les conditions d'exercice de la concurrence sont nettement distinctes de celles qui prévalent sur le reste du territoire".

Néanmoins, SFR estime que définir deux sous-zones à l'intérieur de la zone non dégroupée peut soulever certaines problématiques.

Chaque opérateur alternatif développe, de son côté, son propre plan de dégroupage, et ce dernier relève d'une stratégie commerciale globale. Nous estimons que cette stratégie doit rester, autant que possible, confidentielle. Ainsi, selon SFR, la proposition de l'ARCEP de délimiter une sous zone non dégroupée qui devrait être dégroupée à l'horizon de la prochaine analyse de marché irait dans le sens d'une diminution de l'incertitude entre concurrents et serait donc susceptible de modifier le jeu concurrentiel notamment au bénéfice de l'opérateur historique.

Nous estimons que l'ARCEP devrait procéder à des délimitations de zones en fonction de constatations objectives et non pas en fonction des prévisions des opérateurs.

Question 15 : L'ARCEP invite les acteurs à formuler leurs remarques sur l'analyse concernant la situation de l'offre de services haut débit DSL permise pour chaque acteur dans chacune des zones. Par ailleurs, l'ARCEP invite les acteurs à fournir tous les éléments permettant d'effectuer une analyse de substituabilité, du point de vue de l'offre et de la demande, entre l'offre haut débit composite comprenant des services audiovisuels sur DSL proposée en zone dégroupée et l'offre de haut débit composite avec télévision par satellite proposée dans la zone non dégroupée (caractéristiques détaillées et contenu des offres, prix, taux de pénétration, satisfaction des abonnés, coûts sous-jacents...). Enfin, l'ARCEP invite les acteurs à compléter son analyse concernant les facteurs susceptibles de limiter l'émergence de services enrichis.

En zone dégroupée, nous souhaitons que l'ARCEP reste vigilante afin que France Telecom n'applique pas de déperéquation des coûts entre la zone dégroupée et la zone non dégroupée, ce qui aurait pour effet d'augmenter les coûts dans la zone non dégroupée et serait préjudiciable aux opérateurs alternatifs et donc aux consommateurs.

En zone dégroupable de la ZND, l'Arcep considère que les règles concurrentielles ne peuvent interdire FT d'ouvrir la TV sur DSL, à partir du moment où la LFO est disponible. **SFR demande que la possibilité pour FT d'ouvrir la TV ne puisse être effective que lorsqu'un opérateur ouvre effectivement le NRA en dégroupage, preuve que l'adéquation économique du dégroupage est possible pour au moins un acteur.** Il y a lieu à cet effet de coordonner correctement la mise en place du dégroupage et l'ouverture du NRA par l'opérateur tiers avec l'ouverture des services TV par FT, afin que ce dernier ne préempte pas les parts de marché, déstabilisant ainsi les positions des acteurs au détriment des opérateurs tiers et des consommateurs.

Substituabilité des services audiovisuels sur ADSL et sur satellite

Du point de vue de la demande, le parcours client pour les offres composites par satellite est plus complexe et plus coûteux (installation de la parabole, réglages et risques de décentrage des installations, achat du modem satellite). SFR constate une forte appétence des clients pour les services enrichis (services dits non linéaires) et considère que leur répliquabilité en offre composite par satellite, n'est pas avérée.

Du point de vue de l'offre, la structure de coûts de l'offre satellite réduit l'espace économique du fournisseur d'accès. Ses offres triple play ou quadruple play sont tarifairement contraintes par rapport aux offres de l'opérateur qui a dégroupé. Par ailleurs, la complexité du parcours client engendre des coûts qui réduisent d'autant l'espace économique de l'opérateur alternatif. Enfin, les contraintes techniques de l'offre TV sur satellite limitent la possibilité pour l'opérateur de créer des offres de services avancés lui permettant de se différencier de ses concurrents.

Pour le cas où les services non linéaires seraient répliqués partiellement avec l'offre bitstream, des coûts de débits ATM et/ou Ethernet sont à prendre en compte. Même si l'équation financière est meilleure avec l'Ethernet en raison d'un coût unitaire du débit plus faible qu'en ATM), il est nécessaire, pour en bénéficier, de migrer de l'ATM vers l'Ethernet. Cette opération implique des coûts externes et internes.

D'une manière générale, il existe un écart de part de marché plus important entre l'opérateur historique et les opérateurs alternatifs dans les zones où Orange propose seul une offre TV sur ADSL. Ainsi, l'Autorité de la concurrence avait estimé dans le cadre de son avis du 14 juin 2010 que la part de marché de France Télécom sur le marché de détail de l'accès internet haut débit était de 60 % dans les zones non dégroupées tandis que SFR estime que la part de marché de France Télécom est d'environ 40 % en zone dégroupée. D'ailleurs, l'on constate que les parts de marché d'Orange dans ces zones restent figées ; ainsi, l'arrivée ultérieure d'un opérateur dégroupé alternatif n'a malheureusement que peu d'effet sur la concurrence.

En conclusion, SFR considère que l'offre TV sur ADSL et l'offre TV sur satellite ne sont pas substituables. Par conséquent, SFR souhaite que l'opérateur historique mette à disposition des opérateurs alternatifs une offre de Bitstream TV dans les zones, en présence de NRAs opticalisés, qui n'auront pas vocation à être dégroupées par les opérateurs alternatifs. SFR devra continuer à recourir à l'offre TV sur satellite dans la zone arrière des NRAs non opticalisés. Cette offre de gros devrait obligatoirement permettre aux opérateurs alternatifs de répliquer les offres de détail de France Telecom.

SFR considère que les conditions concurrentielles diffèrent de manière évidente selon que l'on se trouve dans une zone dégroupée ou non.

Le recours à des offres de gros différentes par les opérateurs alternatifs induit que des offres de détail sont proposées à des tarifs différents selon que le client se situe dans une zone dégroupée ou non.

Ainsi, SFR ne pratique pas de péréquation de ses offres fixes. Ses offres sont différenciées en fonction de la zone (zone dégroupée / zone non dégroupée) et ne sont donc pas homogènes sur le territoire national.

Il en résulte que la pression concurrentielle exercée par les opérateurs tiers est beaucoup plus faible en Zone non dégroupée. Ceci est confirmé par les parts de marché très différentes des différents opérateurs selon la zone étudiée. En zone non dégroupée, France Télécom jouit d'une position dominante que les opérateurs tiers n'ont pas les moyens de lui contester, tandis qu'ils constituent une alternative crédible en zone dégroupée, notamment parce qu'ils peuvent proposer une offre triple play performante.

SFR souscrit d'ailleurs totalement à l'analyse de l'Arcep à propos des dysfonctionnements constatés en zone non dégroupée. Ainsi, la perspective d'un dégroupage possible (c'est-à-dire l'apparition de l'offre LFO) se traduit au moins pendant une période transitoire par un déséquilibre accru au profit de France Télécom des services liés à Internet. Cette période de décalage favorise donc la migration vers France Télécom des clients que les opérateurs tiers avaient pu conquérir, malgré les handicaps inhérents à la zone non dégroupée. Elle permet aussi à France Télécom, grâce à l'activation sur ses offres de détail de la télévision sur ADSL, de convaincre de nouveaux clients de souscrire à ses offres triple play.

Grâce à l'effet de couplage de l'Offre quadruple play de France Telecom Open, ces migrations affectent également le marché de la téléphonie mobile.

Les offres proposées par SFR en Zone Dégroupée et en Zone Non Dégroupée présentent des caractéristiques différentes :

Offre Monoservice :

	Offre Internet seul jusqu'à 25 Méga en zone dégroupée	Offre Internet seul jusqu'à 8 Méga en zone non dégroupée
	Zone dégroupée par SFR	Zone non dégroupée par SFR
Prix	15,90€ TTC /mois	20,90€ TTC/mois
Débit Internet Maximum	25 Mbps débit ATM ou 20 Mbps débit IP	8 Mbps débit ATM ou 6,6 Mbps débit IP

Offre double play :

	Offre Box de SFR en Zone Dégroulée	Offre Box de SFR en Zone Non Dégroulée
	Zone dégroupée par SFR	Zone non dégroupée par SFR
Prix	29,99€ TTC/mois	34,99€ TTC/mois
Débit Internet Maximum	25 Mbps débit ATM ou 20 Mbps débit IP	8 Mbps débit ATM ou 6,6 Mbps débit IP
Téléphone (si pertinent)	Appels illimités vers les fixes de plus de 100 destinations +5€/mois : appels illimités vers les mobiles de France métropolitaine et les DOM	

Offre Triple play :

	Offre Box de SFR en Zone Dégroulée avec TV	Offre Box de SFR en Zone Non Dégroulée avec TV
	Zone dégroupée par SFR	Zone non dégroupée par SFR
Prix	32,99€ TTC/mois	36,99€ TTC/mois
Débit Internet Maximum	25 Mbps débit ATM ou 20 Mbps débit IP	8 Mbps débit ATM ou 6,6 Mbps débit IP
Téléphone	Appels illimités vers les fixes de plus de 100 destinations +5€/mois : appels illimités vers les mobiles de France métropolitaine et les DOM	
TV	TV évolution qui comprend un enregistreur numérique avec média center, la vidéo à la demande, la télévision de rattrapage, les jeux vidéo à la demande et des bouquets de chaines en option	TV par satellite qui comprend un bouquet de 80 chaines. Antenne (100 à 200€) et installation (198 €) non comprises

A noter que le service de télévision par satellite ne permet pas d'accéder à un certain nombre de services tels que la vidéo à la demande ou la télévision à la demande pour lesquels la demande est de plus en plus forte. Le service de télévision par satellite est de qualité très inférieure par rapport à celui proposé par Internet.

Question 16 : L'ARCEP invite les acteurs à commenter les objectifs de régulation proposés dans cette zone et à proposer, le cas échéant, d'autres objectifs qu'ils jugent pertinents.

En zone non dégroupée non dégroupable, France Télécom peut prendre l'initiative de la Montée en Débit, permettant de raccourcir les distances entre le NRA et le client final et

d'améliorer le service fourni. En termes de régulation, la variable principale qui permettrait de favoriser le dégroupage est la baisse du tarif de LFO (cf. Question 7).

La zone non dégroupable sera constituée à l'horizon du 4ème cycle d'analyse par l'ensemble des répartiteurs pour lesquelles aucun acteur public ou privé ne sera susceptible d'être présent.

La possibilité d'une offre de bitstream TV représente pour SFR une opportunité crédible sur cette zone malgré des contraintes opérationnelles indéniables « ... ». Toutefois, afin que l'adéquation entre l'offre et la demande soit pertinente, il y a lieu pour SFR, de pouvoir répliquer ses propres bouquets, « ... » SFR considère qu'il s'agit de la seule offre de service viable nécessitant l'utilisation de la tête de réseau de France Telecom/Orange et permettant une possibilité de différenciation pour l'opérateur client par l'ajout de chaînes supplémentaires.

L'offre qui serait proposée par les opérateurs tiers en zone non dégroupable doit être le plus possible comparable aux offres de service en zone dégroupée. A cet effet, l'offre bitstream en zone non dégroupable doit permettre de répliquer de manière concurrentielle à la fois sur le plan des services et sur les aspects économiques, les services de TV linéaires et non linéaires. Il y a donc lieu de considérer un coût incrémental correctement adapté pour les différents services de l'offre Bitstream TV de France Telecom, permettant d'assurer les conditions de répliquabilité de l'offre de détail.

Deux cas de figure sont à considérer pour le bitstream TV. Un premier cas pour lequel les chaînes du bouquet Orange déjà présentes sur la tête de réseau Orange (ou à venir) sont proposées aux opérateurs alternatifs, à l'exception des chaînes dont les contraintes juridiques ou commerciales ne pourraient pas permettre aux opérateurs alternatifs d'en proposer la diffusion à leurs clients.

Un second cas, pour lequel l'opérateur alternatif est à même de constituer son propre bouquet TV à partir des chaînes déjà présentes sur la tête de réseau d'Orange mais aussi avec des chaînes supplémentaires qui seront prises en charge par Orange.

Le premier cas qui permet une meilleure mutualisation des ressources multicast doit permettre de proposer une offre de bitstream TV plus attractive financièrement.

Enfin, en zone non dégroupable, il subsistera une proportion de lignes non négligeable en regard des volumes de lignes de la zone non dégroupée future (2,20% sur 9,60%) constituée des lignes aboutées sur des répartiteurs collectés en cuivre par France Telecom. Ces répartiteurs, même s'ils font l'objet d'un programme d'opticalisation, existeront toujours pendant la durée du prochain cycle d'analyse et ne seront pas éligibles à des services de TV, même simplifiés. A date, SFR considère qu'il n'existe donc aucun remède possible sur ces répartiteurs autres que les offres de service composite par satellite.

« ... »

Pour ce qui concerne l'offre de gros de bitstream TV que France Telecom devrait proposer, il convient de préciser que les opérateurs alternatifs devront procéder à des adaptations de leurs

propres plateformes afin d'y souscrire, ce qui engendrera des coûts internes à l'opérateur. Or, ces coûts ne peuvent être appréhendables que si l'on s'adresse à un volume de clients potentiels suffisamment élevé. Dès lors, si la zone dégroupable était trop étendue, contrairement à ce que demande SFR, il en résulterait une zone non dégroupable peu étendue, constituée d'un bon nombre de répartiteurs cuivre non éligibles à la TV. Dans ces conditions, aucun opérateur ne pourrait raisonnablement répercuter les investissements nécessités par la mise en œuvre d'une offre de bitstream TV.

Question 17 : L'ARCEP invite les acteurs à commenter les objectifs de régulation proposés dans cette zone et à proposer, le cas échéant, d'autres objectifs qu'ils jugent pertinents.

Comme précisé précédemment, SFR considère, dans la zone dégroupable de la ZND, quelle que soit sa taille, qu'il y a lieu de surveiller attentivement les processus de mise en œuvre de la TV/ADSL par France Telecom. Autoriser la mise en œuvre de services TV par France Telecom, dès que les caractéristiques de dégroupabilité sont réunies, à savoir le NRA est situé dans la zone dégroupable et la LFO est désaturée a des effets négatifs sur le jeu concurrentiel et porte atteinte aux intérêts des consommateurs. SFR demande à ce que la dégroupabilité soit effectivement constatée par l'arrivée d'un opérateur tiers et que le processus opérationnel n'autorise pas un acteur à ouvrir en avance de phase par rapport à l'autre, préemptant les parts de marché pour des raisons de calendrier. Une fois le déséquilibre réalisé, il sera alors très difficile pour l'opérateur impacté d'inverser la tendance, anéantissant alors les investissements consentis pour le dégroupage du NRA concerné.

Question 18 : L'ARCEP souhaite consulter les acteurs sur les mesures envisageables qui pourraient permettre aux opérateurs alternatifs de fournir à leurs abonnés des services enrichis en dehors des zones dégroupées. L'ARCEP invite les acteurs à formuler toutes les remarques qui pourraient l'éclairer sur les conditions de faisabilité technique des solutions proposées et susceptibles de répondre aux objectifs de régulation envisagés au paragraphe 3.2.1. De même, l'ARCEP invite les acteurs, dans le cas où d'autres objectifs ont été suggérés, à expliciter les solutions envisagées et leurs conditions de faisabilité technique pour répondre à ces objectifs.

Question traitée dans le cadre de la réponse à la question 17.

Question 19 : L'ARCEP souhaite consulter les acteurs sur les mesures envisageables pour permettre l'ouverture des services audiovisuels sur DSL là où France Télécom est le seul opérateur présent, dans des conditions cohérentes avec la capacité des opérateurs tiers à arriver en dégroupage. De même, l'ARCEP invite les acteurs, dans le cas où d'autres objectifs ont été suggérés sur cette zone, à expliciter les solutions envisagées et leurs conditions de faisabilité technique pour répondre à ces objectifs.

Question traitée dans le cadre de la réponse à la question 17.